

Diplomatie Réunion des ministres des finances des vingt pays les plus riches à Washington

Le G20, théâtre de la discorde franco-américaine

WASHINGTON

ENVOYÉS SPÉCIAUX

Derrière le communiqué commun percent deux conceptions fort différentes de l'économie et de la finance. Le sommet de Washington qui réunissait, vendredi 14 novembre pour un dîner et samedi 15 novembre, les dirigeants des vingt pays les plus riches de la planète, le G20, a appelé à une relance économique, une réforme de la surveillance financière mondiale et des institutions internationales. Il a aussi révélé l'écart qui sépare la France des Etats-Unis.

Première divergence : le modèle économique mondial. Nicolas Sarkozy appelle depuis des semaines à une refondation du capitalisme. Les Américains ne veulent pas en entendre parler. « Cette crise n'est pas l'échec de l'économie de marché. Et la réponse

n'est pas de réinventer ce système », avait lancé le président George Bush à la veille de la réunion. Il a enfoncé le clou vendredi : « Tous nos pays doivent rejeter les appels au protectionnisme, au collectivisme et au défaitisme face aux défis présents », a expliqué M. Bush, qui voulait que soit fait mention de l'objectif de conclure d'ici à la fin de l'année le cycle de libéralisation commerciale de Doha, en dépit des réticences françaises.

La deuxième querelle porte sur les responsabilités. M. Sarkozy, qui avait ménagé le président américain depuis son élection, a critiqué Washington à propos de la guerre en Géorgie et de la finance. « La crise est mondiale, mais on sait très bien d'où elle est partie », avait déclaré, le 7 novembre à Bruxelles, le président français, fort d'un mandat des 27 pays européens.

« Les Américains n'ont pas apprécié que

Nicolas Sarkozy explique que le sommet se déroulait chez eux parce qu'ils étaient à l'origine de la crise », confirme un conseiller de l'Elysée. Le secrétaire au Trésor américain, Henry Paulson, a rétorqué, mercredi, que les « déséquilibres mondiaux persistants » et les « excès » ayant conduit à la crise « ne peuvent pas être attribués à une seule nation ». Cette querelle a conduit la Chine à refuser, vendredi, que ces déséquilibres globaux soient mentionnés dans le communiqué final. Pékin, avec son yuan jugé sous-évalué et ses excédents commerciaux, refusait de faire figure de bouc émissaire.

Service minimum

Troisième sujet de discorde : la mise en scène politique. Le communiqué final de cinq pages est rédigé dans le langage des experts financiers. Il a l'avantage de fixer

une feuille de route jusqu'au 31 mars et d'établir un accord global entre les pays du G20. « Sur ces sujets, il était impossible depuis des années d'avoir le moindre consensus », se réjouit Paris. Il n'empêche, la chancelière allemande Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont regretté que le texte ne soit pas plus politique. Pourquoi ne pas pouvoir employer le langage de l'homme de la rue, en critiquant les hedge funds, ces fonds qui « spéculent » à l'abri de « paradis fiscaux » ? Au lieu de cela, le G20 devait parler de « fonds capitalistiques » logés dans des « entités non coopératives »...

M. Sarkozy a embarqué dans son avion une équipe de TF1 et un reporter du *Journal du Dimanche* pour donner un large écho à la réunion qu'il avait appelée de ses vœux fin septembre, aux Nations unies. Mais la technicité du dossier rend les conclusions du sommet difficiles à vendre à l'opinion publique française. « Elles ressemblent plus à un pudding qui a eu du mal à cuire qu'à un roman policier », concédait l'Elysée avant le sommet.

M. Bush, quant à lui, comptait faire le service minimum. Pas de grande conférence de presse avec les dirigeants du monde entier confinés dans leurs hôtels. L'Amérique s'intéresse davantage à la possible nomination de Hillary Clinton au poste de secrétaire d'Etat ainsi qu'au plan du président élu Barack Obama pour les écoles.

Barack Obama, justement, s'occupe des Américains mais pas des dirigeants étrangers, au regret de Nicolas Sarkozy, qui espérait être le premier à le rencontrer en tant que président de l'Union européenne (UE). Il avait fait préparer un avion pour se rendre à Chicago, avant de battre en retraite. M. Obama a signifié qu'il ne rencontrerait aucun dirigeant étranger avant sa prise de fonctions le 20 janvier. M. Sarkozy devait prolonger son séjour américain par

un voyage privé à New York avec son épouse Carla Bruni-Sarkozy.

M. Obama devrait participer au prochain sommet, annoncé pour avril. Il devrait se tenir au Royaume-Uni, ce pays présidant le G20, alors que le premier ministre britannique Gordon Brown est parmi les plus allants en matière de réforme, convaincu qu'il s'agit du meilleur moyen de préserver la City. ■

ARNAUD LEPARMENTIER ET CORINE LESNES

Vers un soutien à la croissance

Le communiqué final du G20, écrit vendredi 14 novembre au soir par la partie française et en cours de finalisation samedi matin, devait appeler à soutenir la croissance. Ce soutien passerait par une relance économique, en utilisant les armes budgétaire et monétaire. George Bush n'a pas voulu préjuger des mesures prises par son successeur. Le FMI est appelé à soutenir les pays en difficulté. « Le mot d'ordre est : nous ne laisserons pas un Etat tomber en faillite », explique Paris.

Le deuxième volet porte sur la nouvelle réglementation internationale (surveillance de tous les acteurs, y compris les paradis fiscaux et les fonds d'investissement à risques comme les hedge funds, harmonisation des normes comptables, contrôle des agences de notation, etc.).

Le troisième axe concerne les institutions internationales. Le FMI est appelé à être renforcé financièrement et politiquement. Le Forum de stabilité financière, qui regroupe les banques centrales des pays développés, devra être élargi à des pays émergents. Une feuille de route pour les ministres des finances du G20 les invite à mettre en œuvre toute une série de mesures avant le 31 mars 2009, avant le deuxième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement. — (Corresp.)

Une nouvelle formalité pour se rendre aux Etats-Unis

BRUXELLES

BUREAU EUROPEEN

Visa déguisé, comme le redoutent les Européens, ou formalité administrative simplifiée, telle que la présentent les Américains ? Les avis divergent sur la portée de la mesure applicable, dès le 12 janvier 2009, aux voyageurs dispensés de visa désireux de se rendre aux Etats-Unis. A compter de cette date, ils devront en effet demander au préalable par Internet une autorisation de voyage. Selon les autorités américaines, ce système électronique d'autorisation de voyage, qui s'appliquera aux trajets par air ou mer mais non par terre, remplacera, au terme d'une période de transition, les formulaires que les voyageurs sont aujourd'hui invités à remplir avant de débarquer.

Dès le mois d'avril, l'Union européenne avait exprimé la crainte que cette auto-

risation de voyage ne soit qu'un visa déguisé. Selon un porte-parole de la Commission, des experts vont procéder à une évaluation de la procédure.

Les Américains s'en défendent, en soulignant que la délivrance de l'autorisation sera quasi instantanée, et qu'elle ne sera pas précédée d'un entretien avec un représentant officiel des Etats-Unis. Les refus éventuels, souligne Washington, seront notifiés aux voyageurs avant leur départ, et non à leur arrivée aux Etats-Unis.

Cette autorisation, gratuite dans un premier temps, sera valable pour deux ans. Les renseignements demandés porteront notamment sur l'identité du voyageur (nom et prénom, date de naissance, nationalité, sexe, passeport), sur les détails de son voyage (nom de la compagnie et numéro du vol, adresse aux Etats-Unis), sur son état de santé (maladies

transmissibles, maladies physiques ou mentales, consommation de drogue) ou sur son passé criminel (arrestations, condamnations, actes d'espionnage, de terrorisme, de génocide).

Quinze pays de l'Union européenne sont aujourd'hui exemptés de visa pour les séjours touristiques inférieurs à trois mois, et à condition que leurs ressortissants disposent d'un passeport électronique. L'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la République tchèque et la Slovaquie les rejoindront le 17 novembre. L'exemption de ces six nouveaux membres de l'UE est adossée à un accord d'échange de certaines données jugées nécessaires à la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. ■

THOMAS FERENCZI

Site Internet : <https://esta.cbp.dhs.gov>